

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

n°CCTP/25/03 du 06 juin 2025

**ACCORD-CADRE COMPOSITE
DE FOURNITURES COURANTES
ET DE SERVICES**

**ACQUISITION, FOURNITURE, MONTAGE, INSTALLATION,
PARAMETRAGE, MISE EN SERVICE, ET FORMATION D'UN
ECHANTILLONEUR A GRAIN ET PRESTATIONS DE
MAINTENANCES PREVENTIVE ET CURATIVE POUR LE SILO SICA**

Consultation n°2025/CONSU/03 du 06 juin 2025

**Société d'Intérêt Collectif Agricole
Société de Construction et d'exploitation de Silos
au Port Rhénan de Colmar/Neuf-Brisach
1 Place de la Gare – BP 4007
68001 COLMAR CEDEX**

1. PRESENTATION GENERALE

1.1 Lieux d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution des prestations se situe à l'adresse suivante :

Port-Rhénan de Colmar/Neuf Brisach
Zone Portuaire de Volgelsheim
68600 VOLGELSHEIM

1.2 Présentation de l'organisme

A la fin des années cinquante, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Colmar et la Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin décidèrent de s'allier pour contribuer au développement de leurs ressortissants respectifs, négociants et coopératives, en leur offrant une possibilité de stockage et d'exportation de leurs céréales.

Elles décidèrent d'utiliser le tout nouveau port rhénan de Colmar – Neuf-Brisach, desservi par eau, fer et route, en constituant en 1958, la Société de Construction et d'Exploitation de Silos au Port Rhénan de Colmar-Neuf-Brisach aux côtés du Groupement Interprofessionnel des Négociants, de la Coopérative Agricole de Céréales du Haut-Rhin, de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Céréales (aujourd'hui In vivo) et de quelques associés à titre privé.

Quatre spécificités caractérisent cette entreprise :

- Il s'agit d'un cas unique en France de coopération entre une Chambre d'Agriculture et une Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- La société a été constituée sous forme d'une SICA (Société d'Intérêt Collectif Agricole), la présidence étant assurée par un représentant de la Chambre d'Agriculture, l'exploitation étant confiée à la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- Cette société qui dispose aujourd'hui d'un silo d'une capacité de 40 000 tonnes, réalisé en quatre phases successives sur 30 ans, s'est vu confier en 1965, par un sous-traité de gestion, la délégation de la concession d'outillage public par l'Etablissement Public du Port Rhénan, concessionnaire du domaine public fluvial ; Le 04 janvier 2016, une convention d'amodiation pour une durée de 30 ans a été signée par VNF – Voies Navigables de France, L'Etablissement Public du Port Rhénan ainsi que la SICA.
- Enfin, la quasi-totalité des organismes collecteurs-stockeurs de céréales alsaciens sont adhérents de la SICA.

Le Silo est certifié ISO 9001 :2015 et CSA-GTP version Octobre 2022.

GENERALITES SUR LE SILO SICA

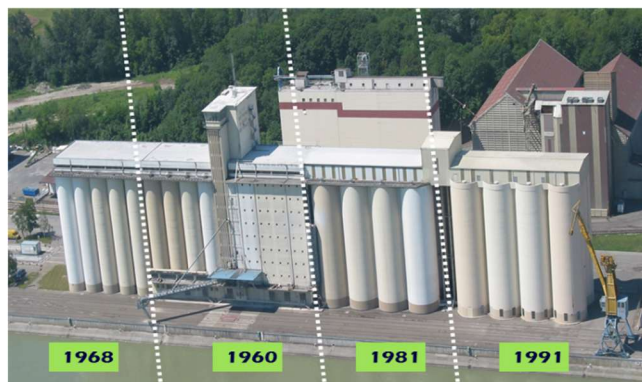


SICA = Société d'Intérêt Collectif Agricole

HISTORIQUE

- Création de la SICA: 26/09/58.
- 1960: Construction 1ère tranche 10 000 tonnes.
- Mise en service du Silo: 15/08/60.
- 1968: Construction 2ème tranche 10 000 tonnes.
- 1981: Construction 3ème tranche 10 000 tonnes.
- 1991: Construction 4ème tranche 10 000 tonnes.

CAPACITE TOTALE : 40 000 tonnes



1.3 Activités

Les activités du Silo SICA sont la réception, le pré-stockage, le séchage, le stockage et le chargement de céréales.

Le silo SICA a une activité saisonnière ponctuée de 3 grandes périodes :

- Campagne Maïs cribs (Avril – Mai / Tonnage entré : + ou – 3000 tonnes)
- Campagne Céréales à paille (Juillet – Aout / Tonnage entré : + ou - 4000 tonnes)
- Campagne maïs humide (Septembre – Octobre – Novembre / Tonnage entré : + ou – 47 000 tonnes – base maïs séché),
- en outre du fait de son accès sur Le Grand Canal d'Alsace, le Silo à également une activité de chargement par bateau en transit émanant du silo voisin (G. MULLER environ 50 000 tonnes) qui ne bénéficie pas d'un poste de chargement propre. Le tonnage global manutentionné est d'environ 100 000 tonnes par an.

GENERALITES SUR LE SILO SICA

VOCATIONS

« PRESTATAIRE AU SERVICE DES ADHERENTS »



ARMBRUSTER FRERES
ETS GUSTAVE MULLER
CAC
ETS HASSENFORDER
ETS L. WALCH



PESAGE



RECEPTION



SECHAGE

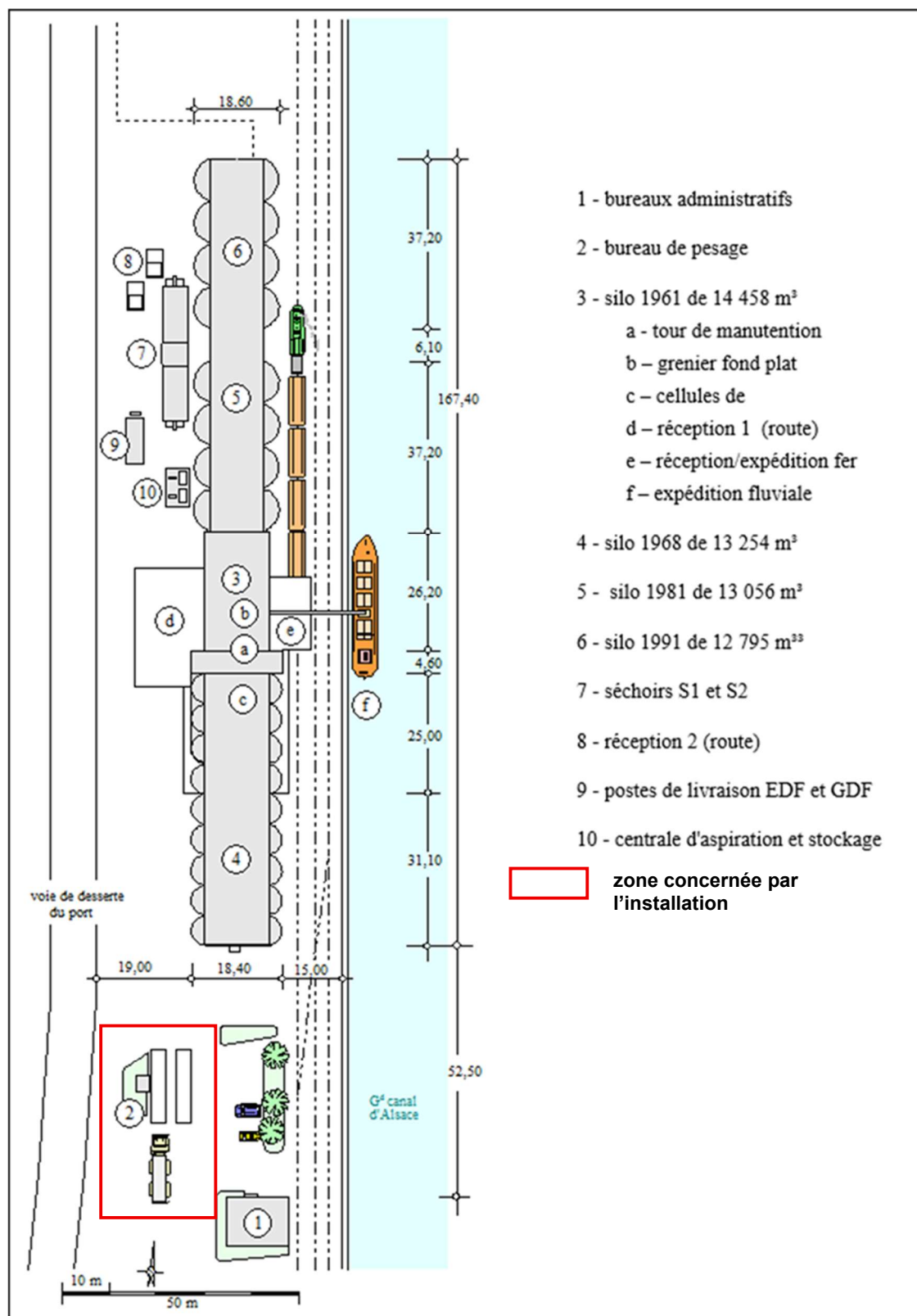


STOCKAGE

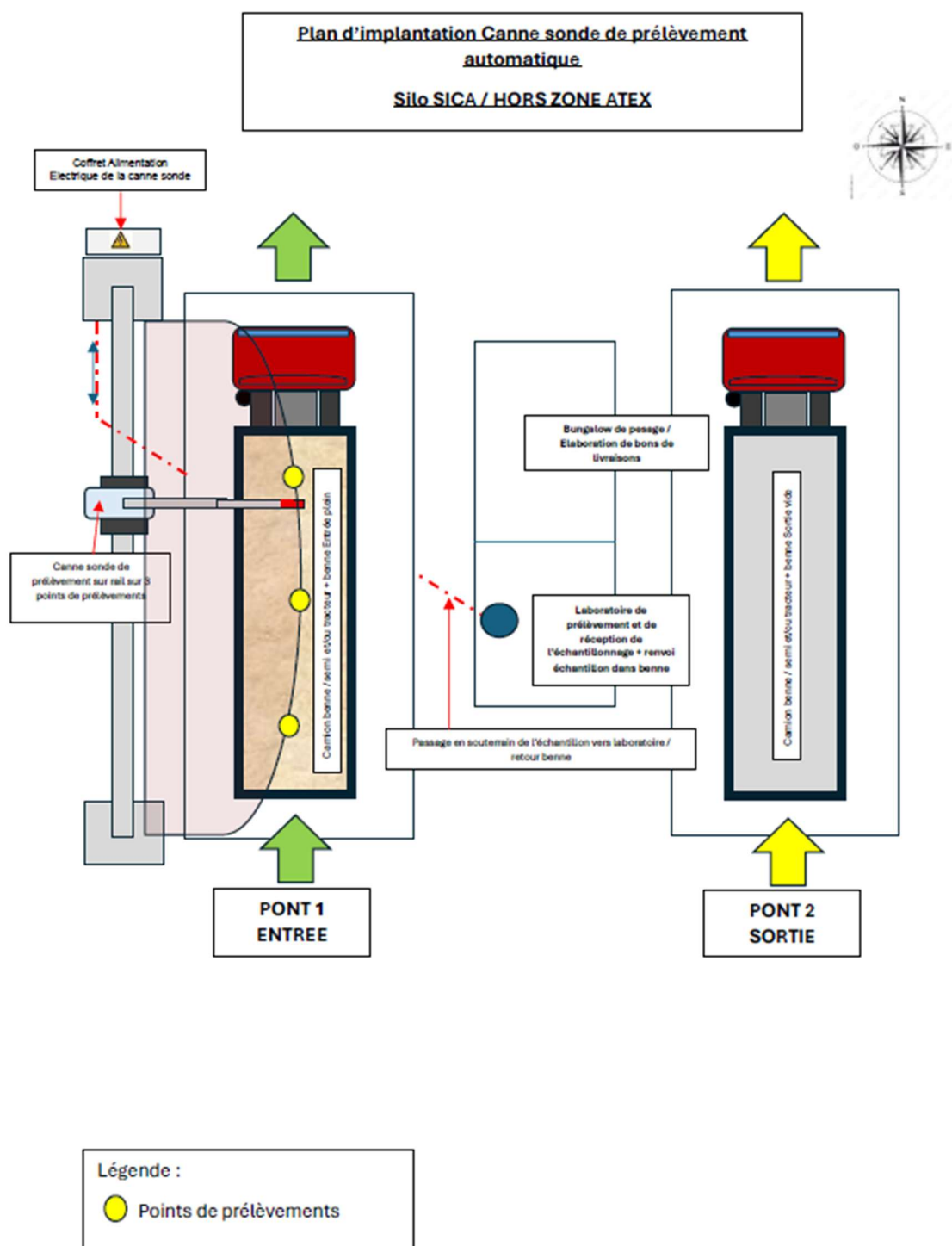


CHARGEMENT

1.4 Plan de masse



1.5 Plan d'implantation



2. OBJET DU MARCHE

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- l'acquisition, la fourniture, le montage, la mise en service et/ou le paramétrage ainsi que la formation d'un échantillonneur pour l'échantillonnage de grains en vrac (maïs, blé, orge, etc).

La canne sonde de prélèvement devra être adaptée au prélèvement de maïs humide et également des denrées sèches.

Le titulaire du marché devra réaliser les prestations suivantes et, notamment la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et/ou le paramétrage et la formation :

- D'une canne sonde de prélèvement conforme aux spécifications techniques décrites ci-après et d'une extension vers échantillonneur pour camion ;
 - D'un système de transport d'échantillon automatique,
 - La livraison, le montage et installation sur site, avec tous les accessoires, pièces, main d'œuvre nécessaires à son bon fonctionnement ;
 - La mise en service de l'équipement, vérification du bon fonctionnement en conditions réelles ;
 - La formation du personnel utilisateur théorique et pratique sur l'utilisation de l'équipement ainsi qu'aux opérations d'entretiens courantes.
- La maintenance préventive et curative de l'équipement, l'objectif étant d'avoir un équipement en bon état de fonctionnement mécanique tout au long de l'année mais surtout en période de campagne de maïs humide, notamment :
 - Effectuer la maintenance préventive visant à garantir le bon fonctionnement de l'équipement,
 - Définir et soumettre les organes de l'équipement à changer,
 - Anticiper et réduire les pannes,
 - Vérifier le bon fonctionnement des organes de sécurité,
 - Intervenir très rapidement en cas de panne pour remédier à tout dysfonctionnement mécanique surtout pendant la période de campagne de maïs humide où il faudra intervenir 24h sur 24h et 7 jours sur 7

L'ensemble des prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre et aux prescriptions des normes officielles homologuées.

L'objectif de cette acquisition est :

- Sécurité du personnel
- Qualité : Risque DATURA – Refus avant déchargement fosse(s) Silo SICA
- Qualité : Echantillon représentatif
- CSA : Charte Sécurité Alimentaire
- Service Client

3. TRANCHE A - ACQUISITION, FOURNITURE, MONTAGE, INSTALLATION, PARAMETRAGE, MISE EN SERVICE, ET FORMATION A L'UTILISATION ET A L'ENTRETIEN COURANT D'UN ECHANTILLONEUR

3.1 - Spécifications techniques minimale

Le besoin de la SILO SICA porte sur un échantillonneur pour camion stationnaire et mobiles latéralement. La fourniture de l'équipement devra être livrée avec tous les équipements nécessaires à son installation.

L'équipement devra notamment répondre aux caractéristiques techniques minimales suivantes :

Rayon de prélèvement latérale	Minimum :	2,5 mètres
Profondeur de prélèvement	Hauteur du grain jusqu'en fond de benne	
Motorisation	Electrique	
Longueur du rail	12 mètres	
Méthode de prélèvement	Prise d'échantillon pneumatique à air comprimé	
Matériaux	Conforme à la réglementation	
Dispositif d'échantillonnage	Par aspiration équipé d'un double tube avec une alimentation en air	
Type d'échantillonnage	Carottage	
Système de commande	Ecran de contrôle par pupitre avec écran tactile + joysticks	
Sécurité	Mise à la terre obligatoire via connecteur ou câble fourni	
Capacité du prélèvement élémentaire (prélèvement effectué en une fois)	1 kg	
Nombre de prise d'échantillon minimum	3 prélèvements élémentaires	
Capacité de prélèvement globale	Maximum 5 kg	
Distance de transfert d'échantillon	25 mètres	
Technologie de transport d'échantillon	Tuyau annelé flexible	
Nettoyage et entretien	Surface lisse, démontable ou nettoyable sans outil	

3.2 - Spécifications techniques complémentaires

3.2.1 – L'équipement :

La fourniture, l'installation, la mise en service/programmation ainsi que la formation à l'utilisation de l'équipement devront être effectuées au maximum pour le 15 septembre 2025.

Les candidats devront remettre à l'appui de leur offre un planning de réalisation détaillé par phase dans le respect de ce délai butoir.

Le rayon de prélèvement devra permettre des prélèvements sur différents types de véhicules (Semi-remorque, simple remorque agricole, double remorque agricole, camion remorque, camion benne) sur le pont bascule « Entrée » en période de campagne.

L'échantillon d'une masse minimale de 1 kg devra arriver automatiquement dans le bungalow pesage qui est situé entre les Ponts-basculer (**cf : plan d'implantation**).

Conformément aux normes et réglementations applicables, pour les produits statiques, un soin particulier doit être apporté afin de s'assurer que les prélèvements élémentaires (réalisé en 1 fois) soient répartis de manière régulière dans la masse du lot, aussi bien en surface qu'en profondeur.

Les dispositifs d'échantillonnage mécaniques doivent être pourvus d'accès commodes pour l'examen, le nettoyage, l'entretien et les réparations de toutes les surfaces sujettes à l'usure. Il convient que les accès soient constitués de matériaux qui ne génèrent pas de charges électrostatiques. Le titulaire remettra à l'appui de son offre la fiche technique détaillée de l'équipement avec descriptif des composants (organes).

L'échantillon une fois mesuré et/ou analysé doit retourner automatiquement dans la remorque où il a été prélevé.

Le temps de cycle global est un point déterminant, celui-ci comprend :

- La sélection du programme type de véhicule,
- La prise de 3 échantillons,
- Le transport des échantillons vers le bureau de pesage,
- Le retour des échantillons dans le véhicule.

Le titulaire devra préciser à l'appui de son offre la capacité de l'équipement proposé dont la capacité sera mesurée en tonne/heure pour la réalisation des étapes susmentionnées.

Les candidats remettront à l'appui de leur offre un schéma d'implantation de la sonde avec plan et caractéristiques de conception du socle en béton. Les travaux de gros œuvres préalables à l'installation de la sonde seront effectués par le Silo SICA. Sont entendus par travaux de gros-œuvre :

- Renforcement ou modification de la structure où sera installée la sonde,
- Création d'accès,
- Travaux d'excavation pour préparation de l'implantation des colonnes,
- Tirage de câbles,
- Mise en place de protection temporaires sur la zone (signalisation, barrières).

Les candidats devront également remettre un schéma d'alimentation électrique de l'équipement.

3.2.2 – Epreuves, essais et mise en service :

La conformité de l'installation aux spécifications du marché et à la norme ISO 24333 / 2009 doit être prouvée :

- par l'émission d'une attestation émanant d'un organisme officiel,
- par les essais et épreuves définies ci-après, en faisant référence aux normes, tant en ce qui concerne la nature des essais que leur fréquence et les résultats exigés.

Le titulaire entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits ou composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés.

Les matériaux, produits ou composant refusés doivent être enlevés rapidement du site. Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire ne procède pas aux opérations citées ci-avant, il pourra se voir appliquer des pénalités définies à l'article 17 du CCAP.

Le titulaire devra procéder aux opérations d'essais et de mise en service afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'équipement. Ces opérations et leur réussite seront prouvées par l'émission d'un certificat.

Le titulaire devra procéder à autant d'intervention, d'essais et épreuves que nécessaire. Le résultat attendu est un équipement en parfait état de fonctionnement.

Les épreuves et essais réalisés par le titulaire sont à sa charge.

3.2.3 – La formation :

La prestation comprend la formation à l'utilisation de l'équipement. Est entendu dans ce cadre l'utilisation courante de l'échantillonneur ainsi que la formation à l'entretien courant de l'équipement.

Est entendu par entretien courant l'ensemble des réparations de faibles importances effectuées sur du matériel ou des installations y compris les opérations de nettoyages courantes ainsi que la conduite à tenir dans le cas où le tuyau d'acheminement des prélèvements s'avère obstrué ou bouché.

4. ENTRETIEN, MAINTENANCE PREVENTIVE ET MAINTENANCE CURATIVE

4.1 – Garantie de l'équipement – TRANCHE A

Conformément à l'article 13 du CCAP, les prestations font l'objet **d'une garantie minimale d'un (1) an à compter de la date de notification de l'admission des prestations.**

Les pièces fournis quant à elles, conformément à l'article susvisés, ont une **durée de garantie de 2 ans, correspondant à la garantie légale de conformité.**

Les candidats auront la faculté de proposer dans leur offre une durée de garantie supérieur.

Au titre de cette garantie, le titulaire devra intervenir dans le délai indiqué dans son offre et procéder aux opérations nécessaires à la remise en état ou au remplacement à ses frais de la partie de la prestation reconnue défectueuse

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels et de façon générale toutes les opérations et frais nécessaires à la remise en état de fonctionnement de l'équipement.

Dans le cas d'une intervention couverte pas la garantie le titulaire devra intervenir dans un délai maximum de 48h ouvrées.

4.2 – Maintenance préventive – TRANCHE A

Les opérations de maintenances préventives devront être effectuées périodiquement sur le mois de septembre de chaque année. Elles consisteront en des actions planifiées effectuées avant qu'une panne ne survienne, dans le but de préserver l'équipement, réduire le risque de défaillance et prolonger sa durée de vie.

Les prestations de maintenance préventive seront à réaliser :

- Période 2 : maintenance septembre 2026,
- Période 3 : maintenance septembre 2027,
- Période 4 : maintenance septembre 2028.

Lors de la première période couverte par le marché le titulaire n'aura pas à réaliser une opération de maintenance préventive l'équipement étant installé sur le mois de septembre 2025.

Ces prestations regroupent l'ensemble des opérations listées par voies règlementaires et ont pour objectif :

- Nettoyage régulier des composants sensibles,
- Remplacement périodique de pièces d'usure (filtres, joints...),
- Vérification et ajustement des systèmes de commande,
- Mise à jour logicielle planifiée,
- Eviter les pannes,
- Garantir une disponibilité optimale et pérenne de l'équipement.

Dans ce cadre le titulaire devra planifier l'opération de maintenance en amont avec le Responsable du site et devra :

- Intervenir sur site pour y effectuer toutes les opérations d'entretien et de contrôle sur chaque organe de l'équipement,
- Renseigner une fiche bilan relative à l'équipement précisant l'état de chaque éléments,
- Définir en corrélation avec le représentant du pouvoir adjudicateur les organes à rénover selon les critères de notation et / ou d'urgence établis :
 - A = Bon état,
 - B = Etat moyen
 - C = Remplacement à prévoir après campagne de Maïs humide,
 - D = A remplacer d'Urgence avant la campagne de Maïs humide.

Le maintenance préventive devra être réalisée et finalisé au maximum sur le mois de septembre de chaque période couverte par le présent marché. En cas de retard d'intervention pour effectuer la maintenance préventive, le titulaire encourt l'application de pénalités.

4.3 – Maintenance curative – TRANCHE B

Les opérations de maintenances curatives couvrent les interventions réalisées après l'apparition d'un dysfonctionnement ou d'une panne, dès lors que celle-ci n'est pas couverte par la garantie, afin de remettre l'équipement en état de fonctionnement.

Le titulaire devra être d'une grande réactivité et devra pouvoir intervenir très rapidement en cas de panne pour remédier à tout dysfonctionnement mécanique notamment 24h/24h 7 jours sur 7 pendant la campagne de maïs humide.

Les prestations de maintenances curatives seront réalisées sur la base des prix indiqués au Bordereau des Prix.

POINT LIMINAIRE :

Il sera constitué, sur la base des prix inscrit au Bordereau des Prix, sur le lieu d'exécution des prestations un stock des pièces essentielles au bon fonctionnement de l'équipement. Ce stock sera utilisé par le titulaire lors de ses interventions et aura pour but de lui permettre une grande réactivité lors de la réalisation de travaux de remplacement mécaniques, notamment en période de campagne de maïs humide.

Les pièces devront être livrées avec l'ensemble du petits matériel nécessaire à son installation (exemple : visserie).

Ce stock, bien que dédié et utilisé par le titulaire sera l'entière propriété du SILO SICA une fois livré sur le lieu d'exécution des prestations. Le titulaire devra rendre compte de l'utilisation des pièces issues de ce stock à tout moment et sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la commande de pièces de rechange ponctuellement afin d'assurer un roulement dans le but de maintenir la continuité de service.

En cas de pièce(s) manquante(s), dans le stock du SILO SICA, celui-ci ne pourra être tenu responsable de l'indisponibilité de la pièce. Il reviendra donc au titulaire de procéder à la commande de la ou des pièces manquantes par références au bordereau de prix et procéder aux travaux nécessaires dans les meilleurs délais.

Dans les conditions de l'article 18 du CCAP, la liste des pièces proposées au représentant du pouvoir adjudicateur pourra être modifiée (ajout de pièces) par voie d'avenant et dans les conditions énoncées, lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires et manquantes au Bordereau des Prix.

Le titulaire devra permettre l'accès à tout le catalogue du constructeur, avec un pourcentage de remise à appliquer sur le prix catalogue. Le catalogue devra couvrir d'une manière générale l'ensemble des organes de l'équipements.

4.3.1 Délais d'intervention

Il existe trois délais d'intervention en fonction du degré d'urgence.

- **Délai très urgent (hypothèse d'une panne) correspondant à une arrivée sur site sous 12 heures 24h/24 et 7j/7, y compris nuits, week-ends et jours fériés maximum,**
- **Délai urgent correspondant à une arrivée sur site dans les 24 heures maximum ouvrés,**
- **Délai normal correspondant à une arrivée sur site dans les deux jours ouvrés maximum.**

Les candidats préciseront dans le cadre du Bordereau des Prix, le délai d'intervention en cas d'une panne très urgente dans le respect du délai maximum définis ci-dessus.

Le titulaire devra intervenir, dans le cas d'une panne très urgente dans le délai indiqué dans son offre et conformément aux prescriptions du bon de commande.

En cas de panne urgente ou normale il devra respecter les délais définis au présent CCTP et conformément aux prescriptions du bon de commande.

4.3.2 Opération de maintenance curatives suite maintenance préventive

A la suite des opérations de maintenances préventives et notamment dans le cadre de la découverte d'une ou plusieurs défaillance le titulaire remettra au représentant du pouvoir adjudicateur le rapport d'intervention faisant apparaître les travaux à réaliser selon leur degrés d'urgence.

Le titulaire devra intervenir, dans le cas d'une panne très urgente dans le délai indiqué dans son offre et conformément aux prescriptions du bon de commande.

En cas de panne urgente ou normale il devra respecter les délais définis au présent CCTP et conformément aux prescriptions du bon de commande.

4.3.3 Opération de maintenance curatives à la suite d'une panne

Dans le cas de la survenance d'une panne impactant le bon fonctionnement de l'équipement, le titulaire devra intervenir dans un délai très urgent (sur lequel il s'est engagé dans son offre) et procéder au réparation nécessaires dans les meilleurs délais.

Le titulaire devra tout mettre en œuvre pour assurer une remise en route de l'appareil dans les meilleurs délais, surtout en période de campagne de maïs humide.

Le titulaire devra intervenir, dans le cas d'une panne très urgente dans le délai indiqué dans son offre et conformément aux prescriptions du bon de commande.

En cas de panne urgente ou normale il devra respecter les délais définis au présent CCTP et conformément aux prescriptions du bon de commande

5.4 Conditions de réalisation des prestations

5.4.1 Conditions générales

La Société de construction et d'exploitation de silos au Port- Rhéna de Colmar/Neuf-Brisach peut avoir des besoins d'entretien et/ou de réparation à tout moment, aussi, **le prestataire retenu devra faire preuve d'une grande réactivité dans l'accomplissement de ses missions.**

5.4.2 Relations avec le titulaire

Le titulaire devra désigner dans sa proposition un chargé d'opération habilité à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour tout ce qui concerne l'exécution des prestations. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions énoncées à l'article 10 du CCAP.

La personne chargée de suivre et coordonner l'accord-cadre pour le compte de la Société de construction et d'exploitation de silos au Port- Rhéna de Colmar/Neuf-Brisach est l'Organisation SILO SICA.

Le titulaire s'engage à travailler en étroite collaboration avec ce service.

5.4.3 Conditions d'exécution

Le titulaire est réputé posséder les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer la maintenance de l'équipement. Il ne peut donc pas opposer une quelconque

méconnaissance technique ou fonctionnelle de l'installation pour se soustraire à ses obligations.

Les conditions particulières relatives à la réalisation de travaux mécaniques seront précisées dans les bons de commandes émis au titre du présent marché.

Le titulaire devra disposer de l'ensemble de l'outillage nécessaire à la bonne exécution des prestations. Il fournira également à l'ensemble de son personnel tout équipement de sécurité et/ou de protection individuel nécessaire à la réalisation des prestations.

Il sera mis à disposition de l'intervenant sur simple demande et dans les conditions énoncées par les normes et réglementations en vigueur l'ensemble des éléments techniques, de sécurité, de prévention des risques et de protection de la santé sans que cette liste soit exhaustive : DRPCE, les analyses de risques, consignes de sécurité, mesures de protections, mesures d'hygiène, rapports de maintenance antérieurs (si existant).

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans des zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion est subordonnée à la délivrance d'un permis feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne nommément désignée pour la délivrance d'un tel permis.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter à ses salariés directs ou indirects ainsi qu'à ces sous-traitants l'ensemble des consignes de sureté, de sécurité, de prévention des risques et de protection de la santé.

S'il est constaté un comportement à risque la personne en cause pourra être sommée de quitter immédiatement les lieux, le titulaire aura la charge de faire remplacer son personnel dans les plus brefs délais en plus de l'application de pénalité définie à l'article 17 du CCAP.

Le représentant du SILO se réserve la possibilité d'interdire l'intervention d'un personnel du titulaire présentant des risques pour la sureté et/ou la sécurité des biens et des personnes sans qu'il ne puisse être élevé aucune contestation de la part du titulaire.

Le titulaire laisse sur place les pièces mécaniques démontées sur le site dans le respect des règles d'entretiens et de propreté du site sous peine de l'application de pénalités prévues à l'article 17 du CCAP.

5.5 - Rapport d'intervention

Durant l'exécution des prestations le titulaire s'engage à informer, par courriel ou par fax, les services, de l'avancement des prestations. A l'issue de chaque intervention il transmettra au représentant du pouvoir adjudicateur un rapport d'intervention où sont consignés les renseignements suivants :

- Le nom des intervenants,
- Le type de matériel,
- Le cas échéant les résultats des opérations de contrôle,
- Les opérations d'entretien réparation effectuées et la liste des pièces changées,
- Les équipements non réparés et laissés HS avec les causes de non-réparation
- Les remarques générales sur l'état du matériel et sur l'ensemble de l'installation.

Le titulaire fournira, dans un délai d'une (1) semaine, le rapport d'intervention aux services. En l'absence de transmission dudit rapport dans le délai mentionné ci-avant le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité définie à l'article 17 du CCAP.

5.6 – Engagements du titulaire

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux engagements contractuels prévus au présent accord-cadre et dans les bons de commande.

5.6.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu et le cas échéant ses sous-traitants à l'obligation de totale discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations études et décisions dont il aura eu connaissance.

5.6.2 Obligation de résultats

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire est soumis à une obligation de résultat quant aux performances attendues de l'équipement. L'obligation est respectée et le résultat atteint si les prestations exécutées sont conformes aux conditions et spécifications décrites dans l'accord-cadre et des bons de commande.

Le titulaire s'engage également à exécuter les prestations de façon professionnelle et conformément à la description contenue dans sa proposition. Ces performances sont contractuelles et seront vérifiées.

Les prestations du titulaire en maintenances préventive et corrective visent en priorité à garantir les résultats suivants :

- la disponibilité de l'installation,
- la pérennité de l'installation,
- la conservation des performances,
- les économies d'énergie (utilisation de matériels économes, optimisation des réglages...),
- le meilleur coût,
- la qualité du service.

5.6.3 Obligations particulières

Le titulaire s'engage à respecter les obligations particulières suivantes :

- le titulaire s'engage à travailler en étroite collaboration avec les services de la Société de construction et d'exploitation de silos au Port Rhénan de Colmar/Neuf-Brisach,
- le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution, les matériels et équipements en état d'entretien normal ou de fonctionnement. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution de l'accord-cadre avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le pouvoir adjudicateur,
- le titulaire souscrit une obligation de conseil renforcée d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du pouvoir adjudicateur. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaires doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine des prestations objet du présent accord-cadre.

6.7 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au présent accord-cadre ou dans les bons de commande en application de l'article 45 du CCAG FCS, le représentant du SILO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

6. NORMES, REFERENCES, REGLEMENTATIONS APPLICABLES

6.1 – Obligation de conseil

Le titulaire, expert dans son domaine, est soumis à une obligation de conseil. Il devra formuler et avertir le représentant du SILO SICA de toutes évolutions réglementaires afférentes aux procédures, équipements, etc en matière d'échantillonnage dès lors que celles-ci ont un impact sur l'installation ou les équipements associés objets du présent marché.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre et aux prescriptions des normes officielles homologuées.

L'exigence de conformité de chaque produit/prestation aux normes en vigueur qui leurs sont applicables est considérée comme clause technique commune et permanente.

6.2 – Normes et textes de références (liste non exhaustive)

ISO	ISO 24333 2009 – Céréales – Procédures d'échantillonnage et ses évolutions (qui sera remplacé par le projet ISO/AWI 24333 relatif à l'échantillonnage dynamique ou statique, par des moyens manuels ou mécaniques, des céréales et produits céréaliers, en vue de l'évaluation de leur qualité et de leur état.) https://cdn.standards.iteh.ai/samples/42165/c1b25b5696d64af2a43277cd6cf2c4fd/ISO-24333-2009.pdf
-----	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

V